

Jacques René Rabier

Témoin, levez-vous !

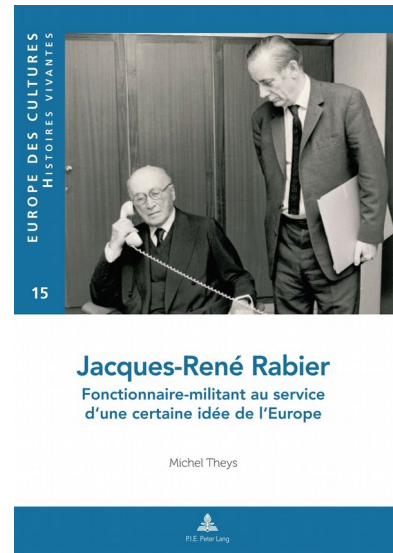
Entretien avec Henri Lastenouse



A l'occasion de la sortie de sa biographie par Michel Theys, Jacques René Rabier a partagé son expérience d'Européen avec Henri Lastenouse pour Sauvons l'Europe.

Ancien directeur de Cabinet de Jean Monnet, Jacques René Rabier collabora également avec Emmanuel Mounier à la Revue Esprit et fut le créateur de [l'Eurobaromètre](#) qui teste l'opinion publique en Europe . Il a co-signé en 2011 avec Sauvons l'Europe la Tribune « [libre-circulation des étudiants premier trait d'union entre les deux rives de la-méditerranée](#) ».

L'ouvrage « [Jacques René Rabier, fonctionnaire militant au service d'une certaine idée de certaine idée de l'Europe](#) » est édité aux Editions Peter Lang avec le soutien de la [fondation Hypocrène](#) et de la [fondation Jean Monnet](#). Son auteur, Michel Theys, notamment éditorialiste de l'Agence Europe, était récemment [auditionné par l'Assemblée Nationale sur l'avenir de l'Union Européenne](#).



Henri Lastenouse : A quoi ça sert de faire « exercice de mémoire » ?

Ça sert à transmettre la sienne !

C'est un lieu de dialogue au travers du temps et de l'espace. Notamment pour que les jeunes générations puissent à leur tour former leur propre mémoire...dans un esprit critique cela va de soi !

Dialoguer, c'est important. Jean Monnet n'était jamais aussi bon que dans le dialogue avec autrui. Il insistait d'ailleurs : « je me suis toujours efforcé de faire des choses sérieusement en évitant de me prendre moi-même trop au sérieux ».

Et quelles sont les « mémoires » qui vous ont formé vous-même ?

Je dois beaucoup à trois hommes. Emmanuel Mounier, Jean Monnet et François Perroux qui était mon prof à la fac de droit et témoin de mariage. C'est d'ailleurs François Perroux qui m'a introduit chez Emmanuel Mounier au comité de la revue Esprit. De François Perroux, j'ai retenu l'idée majeure que l'économique et le social sont deux aspects d'une même réalité. L'on ne peut agir efficacement sur l'un ou l'autre sans tenir compte de cette « vérité ». Un salaire c'est de l'économique ou du social ?!...

Jean Monnet reste à ce jour un OVNI politique ?

Chaque personne est unique... Mais c'est vrai aussi que ne je connais personne dans les générations qui lui ont succédé qui lui ressemble.

Evidemment, comme il était l'homme du « discret » - et non du secret comme trop souvent colporté - qui sait ce qu'il aurait donné aujourd'hui dans notre univers ultra médiatique...

Reste cette immense qualité : savoir faire confiance. C'était quelqu'un qui savait faire confiance avec une intuition redoutable. « Jean Monnet où la stratégie de la confiance ». Il évoquait souvent Cognac. Quand on va acheter un fût chez un producteur, on goûte le produit, et puis, soit on fait confiance, soit on ne le fait pas. La confiance transcende les intérêts et les idéologies... C'est comme cela que ça a marché avec Schuman pour la déclaration du 9 mai 1950.

Et Monnet vous a fait confiance...

Oui ! Il me connaissait à peine. Je venais d'entrer au Commissariat au plan depuis quelques mois. Pour moi, le Commissariat au plan, c'était déjà une ouverture par rapport à « un ministère lambda ». C'était le lieu où l'on parlait déjà d'Europe.

Monnet me convoque un soir pour m'annoncer que je commençais le lendemain matin comme directeur de son cabinet ! « Si vous ne faites pas l'affaire, je vous le dirai ! » Le lendemain, je remplaçais Felix Gaillard !

Travailler avec Monnet était passionnant. Avant même son arrivée au bureau, il téléphonait de chez lui, avec en tête ses réflexions, suite à sa promenade matinale.

Avec la revue Esprit, une autre histoire de confiance ?

Mounier, esprit très ouvert, je l'ai beaucoup admiré ! Lui aussi m'a fait confiance en m'intégrant au comité directeur de la revue Esprit. Tous les textes publiés étaient débattus entre nous au comité de la revue. Il fallait convaincre !

J'étais en amicale tension avec Mounier et Domenach sur le sujet Européen. Ils étaient beaucoup moins enthousiastes, car ils voyaient dans tout cela « la main des Américains ». Pourtant, la relation de Monnet avec les Américains restait très lucide : « ce sont des alliés, ce sont des amis, nous ne sommes pas leurs serviteurs... ».

Existe-t-il une opinion publique européenne ?

On peut la mesurer...donc elle existe bien !

C'est notamment l'objet de l'Eurobaromètre que j'ai créé en 1975, en m'inspirant du sociologue Stoetzel, le fondateur de l'Institut français de l'opinion publique (IFOP).

Non seulement il faut mesurer l'opinion publique européenne, mais surtout, il faut la révéler à elle-même ! La renvoyer en miroir aux opinions publiques nationales, qui comme monsieur Jourdain, bien souvent « font Europe » sans le savoir.

En même temps je veux aussi rappeler la grande leçon tirée de ma rencontre avec Joseph Wresinski, le fondateur d'ATD Quart-Monde. N'oublions jamais qu'il existe à côté des sondages une population ignorée ou méconnue, qui expérimente une véritable « sous humanité » et dont la vérité nous dérange tous.

Sauvons l'Europe mobilise la société civile pour une Europe démocratique et solidaire.

www.sauvonsleurope.eu

Pour une nouvelle ambition française et européenne

par PAUL COLLOWALD (*)

TERRIBLE époque où les mots sont si souvent galvaudés. On s'étonne alors de voir les sceptiques se multiplier ; l'ironie corroder tout, comme un acide ; des patriotes se fourvoyer dans de mauvais combats.

On nous a parlé récemment d'une « nouvelle Résistance », liée à l'idée d'indépendance et aussi de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, associée aux notions d'effacement et de soumission (1) ; il était également question de « long complot » et de « mainmise étrangère » (2). En clair et en filigrane s'annoncent donc à nouveau quelques coups bas destinés aux apatrides de Bruxelles et d'ailleurs, aux mauvais Français, parce qu'« européens », s'obstinant diaboliquement à réaliser l'unité européenne au détriment de la France. Et l'on attache allégrement à la queue du chat ces vieilles casseroles qui ont été efficaces et qui ont fait grand bruit à l'époque de la C.E.D. Or, dans notre monde, en 1976, les Français peuvent-ils se payer le luxe de s'affronter sur de faux procès ou de faux problèmes ?

Ainsi, une fois pour toutes, nous devrions en finir avec cette fausse antinomie : patriotisme et unification européenne. Non seulement il ne faut pas craindre d'associer : Résistance et Europe, mais il faut rappeler que, dans la Résistance — notamment en France, en Italie, en Belgique — tout comme il y avait « ceux qui croyaient au ciel et ceux qui n'y croyaient pas », il y avait ceux qui voulaient « faire l'Europe » et ceux qui y pensaient moins.

Dans son livre consacré aux faits et aux hommes de la Résistance (*l'Aventure incertaine*), Claude Bourdet évoque ces « non-conformistes » et ces « mauvais coucheurs », en citant les Frenay, Teitgen, de Menthon, etc., qui, après avoir dit « non » au nazisme, se sont en fait illustrés, avec André Philip, et d'autres, dans la bataille pour l'Europe unie. Actuellement, au sein de la Commission à Bruxelles, siège d'ailleurs l'un des plus anciens militants européens : A. Spinelli, qui, sous le fascisme, a passé dix ans en prison et six ans en détention sur l'île de Ventotene. Je ne pense pas que M. Berlinguer le taquinerait sur son patriotisme...

Quant aux Français de cette Commission, le président Ortolì a participé activement aux combats de la Résistance en Indochine, et Claude Cheysson est entré à Saverne en tête d'un peloton de chars de la 2^e D.B. de Leclerc. Étranges apatrides ! Rappelons enfin que c'est dans les bureaux de ces Eurocrates de Bruxelles — et non des gouvernements et des parlementaires de nos pays — que montèrent finalement l'indignation et la colère qui, avec d'autres, empêchèrent de façon non négligeable M. Achenbach, ancien collaborateur de M. Abetz, de devenir membre de la Commission.

Puisque, aussi bien, l'économie est désormais aussi importante que l'arme nucléaire, disons également un mot de ces réalités industrielles pour lesquelles une partie de la gauche française, et notamment les communistes, sont si prompts à défendre l'indépendance et la souveraineté françaises. En prenant un exemple très sectoriel mais récent, il se trouve que Michel Rocard (3) constatait, à propos du dossier de l'informatique européenne, que « au début de l'année 1975, l'idée d'une intégration plus poussée entre les trois partenaires d'Unidata faisait son chemin : on envisageait de créer une véritable industrie d'informatique européenne, dont les actionnaires principaux avaient été la C.I.I. et Siemens, Philips participant pour une moindre part. C'était la solution d'un capitalisme européen distinguant ses intérêts de ceux des firmes américaines et accordant une préférence aux matériels construits en Europe. » Certes, je ne vais pas faire dire à M. Rocard ce qu'il ne dit pas et solliciter son texte afin de transformer une constatation en un jugement de valeur. Cependant, la suite de l'article montrait bien que M. Rocard déplorait les décisions de M. d'Ornano préférant la formule dite « américaine » avec Honeywell-Bull.

Nous touchons là les profondes contradictions de certains aspects fondamentaux de ce qu'on appelle l'intégrisme gaulliste et, en partie, des positions de la gauche française anti-européenne, car presque au même moment l'on ameutait l'opinion publique française contre les mauvais Européens (les autres !) qui, dans le fameux « contrat du siècle » négociaient (ô traîtres !) avec les Américains ! Quelle logique : les « étrangers » peuvent vraiment en perdre leur... Descartes !

Finalement, ou bien l'on construit l'« Europe européenne », sans exclusive, avec tous les pays de la Communauté (y compris l'Allemagne) et les partenaires sociaux (y compris les patrons), ou bien l'on nous raconte des histoires pour enfants. Et j'étais plutôt triste, cet été, aux « Décades de Provence », consacrées à l'Europe, en entendant Claude Bourdet, toujours émouvant, toujours brillant (mais avec les Allemands au travers de la gorge et les Américains sur l'estomac), qui accordait au général de Gaulle au moins un mérite : il nous a rendu ce grand service de retarder l'Europe, car elle aurait été capitaliste, et ce n'est pas la « nôtre ». Et voilà ! Ainsi l'écureuil européen continuera à tourner dans sa cage (en produisant si peu d'énergie) sous les yeux amusés ou tristes des badauds russes, américains ou chinois.

..

En fait, en matière de politique étrangère, terme d'ailleurs impropre pour désigner les affaires européennes, on peut se demander où se situent actuellement les « progressistes » et les « conservateurs », car le clivage ne se dessine-t-il pas de plus en plus entre une nouvelle crispation, méfiante ou rageuse, accrochée au passé, et une nouvelle ambition, tournée vers l'avenir ?

Allons-nous assister de nouveau à ce spectacle lamentable où, comme du temps de la C.E.D., l'on traitait parfois R. Schuman de « boche » à défaut d'autres arguments ?

Les temps ont, je pense, changé. Des signes nous l'indiquent. Ainsi, le Manifeste pour l'indépendance de l'Europe (4) nous appelle à une Europe qui ne veut pas courber les épaules et qui veut répondre aux grands défis de notre temps.

D'autres signes nous viennent également du Sud de l'Europe (vers lequel de nombreux Européens se tournent actuellement avec espoir et inquiétude), et un éditorial de Jean Daniel (5) ne nous demande-t-il pas de méditer cette conviction de Melo Antunes : « Être « nationaliste » aujourd'hui, ce n'est plus être patriote, c'est se résigner au contraire à compromettre l'indépendance de la patrie (...). Il faut faire l'Europe des peuples et la communauté méditerranéenne ! »

Alors ? Un « nouveau souffle » pour l'Europe ? Certes. Une nouvelle ambition ? Assurément. Avec des Européens lucides, jamais résignés et fondamentalement préoccupés de passer le relais à la jeunesse qui, en 1980, ne devra pas nous jeter au visage — trente ans après l'appel de Robert Schuman — « Qu'avez-vous fait de l'une des seules idées révolutionnaires de ce demi-siècle ? »

On ne mobilise plus les jeunes sur des thèmes de 1950 ? C'est évident ; mais à nous, avec eux, d'en trouver de nouveaux, et il en existe, alliant la générosité à l'imagination aussi bien dans nos pays que hors de la Communauté, avec les problèmes du tiers-monde notamment, où l'Europe peut et doit jouer un rôle unique dans une bataille pour un ordre économique et politique nouveau, sous le double signe d'un peu plus de justice et d'un peu plus de fraternité. Entre l'Europe simplement mercantile et l'Europe du bla-bla-bla, il y a un chemin praticable.

(1) M. Alexandre Sanguinetti, *le Monde*, 15 décembre 1975.

(2) M. Michel Debré, *le Nouvel Observateur*, 8 décembre 1975.

(3) *La Gloire posthume du général Stehlin*, *le Monde* du 24 janvier 1976.

(4) *Le Monde* du 21 janvier 1976 en a publié le texte intégral.

(5) *Un Portugais et l'Europe*, *le Nouvel Observateur* du 26 janvier 1976.

(*) Paul Collowald a été durant plus de dix ans journaliste à Strasbourg, couvrant tout particulièrement, et dès 1949, les affaires européennes. Actuellement, fonctionnaire à Bruxelles, il s'exprime ici à titre personnel.